

DIJON SOCIAL

Finances publiques : contre les suppressions de postes



■ Plusieurs dizaines d'agents ont manifesté, hier, devant le centre des finances publiques de la rue de la Boudronnée, à Dijon. Photo V. L.

Jeudi, date limite pour effectuer sa déclaration de revenus 2017 en version papier, cinq organisations syndicales (CGT, Solidaires, CFDT, FO, CFTC) des finances publiques ont organisé des actions revendicatives en Côte-d'Or.

Hier, après une distribution de tracts aux usagers, à partir de 8 h 30, devant le centre des finances publiques, situé au 25, rue de la Boudronnée à Dijon, plusieurs dizaines d'agents des finances publiques – qui n'étaient cependant pas en grève – se sont rassemblées devant l'établissement, de 11 h 30 à 14 heures.

■ « Plus de 300 postes en moins depuis 2002 en Côte-d'Or »

Les actions étaient « effectuées dans le cadre d'un vaste mouvement social à la Direction générale des finances publiques (DGFIP) », indique la CGT finances publiques de Côte-d'Or. « En 2018, 18 suppressions de postes d'agents auront lieu dans l'ensemble du département », explique Christophe Recouvreux, représentant CFTC finances publiques de Côte-d'Or. « Depuis 2002, plus de 300 postes ont été supprimés

dans le département », complète Richard Lardon, de Solidaires finances publiques 21. « Chaque année, la Côte-d'Or perd une vingtaine d'emplois. Et avec les annonces de suppression de 50 000 postes dans la fonction publique d'État, nous craignons qu'il y en ait encore davantage que 20 par an nous concernant... » Pour les syndicats, les principales conséquences de ces suppressions de postes sont « une dégradation des conditions de travail », « la fermeture annoncée de services » et, pour les contribuables, « une dégradation du service rendu ».

Les agents seront en grève le 22 mai

Après un mouvement le 3 mai, l'intersyndicale annonce, par ailleurs, que « les agents de la direction régionale des finances publiques seront largement en grève » dans le cadre du rassemblement de la fonction publique du 22 mai (lire ci-contre).

V. L.

INFO Invitée à répondre aux arguments des syndicats, la direction des finances publiques de Côte-d'Or nous a notamment répondu que « les restructurations du réseau [...] correspondent à l'adaptation permanente d'une administration aux évolutions de l'activité et des besoins ».

DIJON SOCIAL

Neuf syndicats de la fonction publique dans la rue le 22 mai



■ Ils veulent défendre un statut, mais surtout « un service public pour tous et sur tout le territoire ». Photo Stéphane RAK

L'appel à la grève et à la manifestation est national et sera bien suivi en Côte-d'Or. C'est assez rare pour être noté, les neuf organisations syndicales représentatives dans la fonction publique seront côte à côte dans le cortège. CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FA-FP, FO, SFU, Solidaires 21. Unsa seront dans les rues dijonnaises et recevront « l'appui des cheminots et des retraités », a annoncé FO lors d'une conférence de presse, hier. Elle réunissait les représentants syndicaux côte-d'oriens qui expliquaient les raisons de ce mouvement massif :

■ Rejet du projet de suppression de 120 000 emplois dans la fonction publique : « Là, on est déjà sur l'os, il faut arrêter de dégrader le service public en licenciant », énonce l'Unsa.

■ Contestation de la contractualisation galopante, « d'une privatisation des services publics, pour quel

REPÈRE

Le 22 mai à Dijon

Le mouvement national réunissant les neuf organisations syndicales représentatives dans la fonction publique se déclinera localement par un départ à 14 h 30, de la place de la Liberté. Après un passage devant la préfecture, le conseil départemental et le conseil régional, c'est place Darcy qu'aura lieu la dispersion.

résultat ? », interroge la CGT.

■ Prévention de « la menace planant sur les CHSCT ».

■ Dénonciation « des conditions de travail dans le milieu hospitalier », évoque la CFDT.

Tous décrivent des conditions de travail de plus en plus complexes, comme dans l'enseignement « où les collègues sont des superhéros », selon FSU.